



Bruxelles le 16 janvier 2023

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA COORDINATION DES SANS-PAPIERS

La politique d'asile et migration belge : rien que du laisser mourir

Les personnes sans-papiers ont traversé l'année 2022 avec une boule à la gorge. Elles sont vraiment assommées, car depuis 2014, rien n'a été décidé pour leur intégration dans l'Etat de droit belge. En effet, voilà déjà une décennie qu'elles continuent à toujours être la crise oubliée en Belgique. Même les médias belges se refusent d'étaler leurs réalités de vie. Ils attendent toujours les actions de désespoir de ces personnes déjà très vulnérables pour essayer de parler d'elles. Installées de façon préméditée dans un trou noir, dans l'invisibilité totale, les personnes sans-papiers n'ont bénéficié d'aucun regard bienveillant des différents gouvernements qui se sont succédés. Comme d'accoutumée, à l'aube de cette nouvelle année, aucune entité d'Etat ne leur a formulé des vœux de bonheur. Les responsables politiques belges ignorent que "*le bonheur est la seule chose qui se double si on le partage*"¹.

Bien qu'il ait accordé un accueil bienveillant aux réfugiés ukrainiens en 2022, le gouvernement d'Alexander De Croo est en panne d'inspiration et d'initiative en matière d'asile et migration. Son programme a été de ne pas avoir de programme au sujet des personnes sans-papiers. De leur côté, la société civile et les citoyens belges se sont souvent mobilisés pour exhorter ce gouvernement à mettre en place une politique d'asile humaine et juste pour les personnes sans-papiers et à agir face à l'urgence de la crise de l'accueil. Le comble est de constater que celui-ci s'inscrit toujours dans le déni de toutes ces mobilisations citoyennes. Il refuse la nécessité de mener de profondes et minutieuses réflexions, d'ouvrir un dialogue concerté entre les différents acteurs de terrain, en vue de trouver des solutions durables et définitives à la situation des personnes sans-papiers ou encore à celle des demandeurs d'asile. Le gouvernement a délibérément fait le choix du laisser souffrir et du laisser mourir. Le constat est que, le refus des droits humains renforce l'exclusion sociale, la perte de l'identité sociale et individuelle, et la marginalisation de ces milliers de femmes, hommes et enfants qui ont choisi la Belgique comme pays d'exil. De nos jours, le spectacle de l'occupation de demandeurs d'asile sise rue des Palais à Schaerbeek, est ahurissant et à en mourir. Voilà là, une poudrière sanitaire qui montre que nous sommes en face d'un gouvernement fédéral totalement défaillant.

Par ailleurs, la Coordination des sans-papiers ne comprend pas l'ambivalence de certains partis dont les promesses ne se traduisent pas dans les faits. Au niveau local, ces partis se disent favorables à l'accueil des migrants, mais restent pourtant complices au niveau fédéral en cautionnant une politique d'asile et migration qui n'est que du laisser mourir. Actuellement, ces élus du peuple se souhaitent les meilleurs vœux avec faste aux frais des contribuables. Sont-ils conscients de ce qui se passe sur le territoire ? Arrivent-ils à dormir sereinement ? A quoi bon promettre la solidarité si on ne se donne pas les moyens de la concrétiser ? En quoi la construction des nouveaux centres fermés dans le royaume va-t-elle changer la vie des belges ?

¹ Cette phrase est une citation courte de Albert Schweitzer

La Belgique mériterait mieux si le gouvernement abandonnait sa politique d'asile et migration discriminatoire qui ouvre un boulevard béant au racisme, à la xénophobie et à la montée de l'extrême droite au nord du pays. Il doit en finir avec le dédain des migrants en prenant des bonnes résolutions pour la régularisation des personnes sans-papiers. Il ne lui coutera rien de mettre en place une politique d'asile et migration digne, accessible, équitable et non discriminatoire, fondée sur la justice et la solidarité. C'est ça qu'on appelle avoir du courage politique.

En tout cas, face à leur insensibilité, notre colère, c'est tout ce qui nous reste de vivant. Nous restons implacables sur nos revendications : *La régularisation des sans-papiers - la fermeture des centres fermés - l'arrêt des expulsions - la liberté de circulation pour tous - l'arrêt de la criminalisation des sans-papiers - le respect des droits fondamentaux - le respect et l'application des droits des enfants.*

Aussi donc, la Coordination des sans-papiers organisera une MANIFESTATION NATIONALE, pour exiger des bonnes résolutions avec l'adoption de la loi citoyenne "In my Name"² pour la régularisation des personnes sans-papiers, le dimanche 26 février 2023 à partir de 14h, de la gare du Nord à la Place de l'Albertine.

La Coordination des sans-papiers

² **In my Name** est une pétition qui a permis en 2022 de récolter plus de 35 000 signatures pour proposer une loi citoyenne pour la régularisation des personnes sans-papiers. Grâce à ce mouvement citoyen, les parlementaires ont débattu publiquement de notre proposition le 8 Novembre derniers en commission intérieure. Les citoyens se sont clairement exprimés. Le devoir des parlementaires c'est d'assumer leurs responsabilités en proposant une réponse politique cohérente aux revendications citoyennes.